



Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Sous le haut patronage du Président du gouvernement tunisien

se tiendra

La Deuxième Conférence du Réseau Moyen-Orient et
d'Afrique du Nord pour La recherche dans l'administration publique

2015

autour du

Rôle des citoyens et des organisations dans
la co-construction de l'action publique dans la région MENA

Appel-à-Contributions

Palais des congrès, 6-9 Octobre 2015





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Le Réseau de Recherche en Administration Publique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENAPAR) organise la deuxième conférence MENAPAR qui se tiendra les 6-9 octobre 2015 en Tunisie en collaboration avec l'Institut d'Administration Publique du Bahrein (BIPA), the Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) et l'Institut Arabe de Gouvernance (AGI).

Le MENAPAR est un réseau de professionnels et d'organismes de la région arabe particulièrement intéressé à la recherche/action en administration publique. Le MENAPAR favorise la réflexion sur les politiques publiques et les prises de décision en administration publique fondées sur l'expérience et le terrain.

Le MENAPAR a été créé en 2014 suite à une conférence constituante tenue à Bahrein, comme résultante d'une collaboration entre le BIPA et le PNUD. Depuis, les deux organisations ont financé son premier projet régional qui est le développement d'un agenda de recherche pour l'administration Arabe.

2

Le partenaire organisateur local est le AGI qui est un "think tank" qui développe réflexions, recherches et capacités de développement dans le domaine de la gouvernance et des politiques publiques afin de faciliter la participation des citoyens dans les affaires publiques et de permettre aux décideurs d'élargir leurs perspectives pour amener des solutions appropriées.

Les autres principaux organisateurs sont l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT) de l'Université Aix-Marseille, l'École Nationale d'Administration de France (ENA), et l'Institut International des Sciences de l'Administration (IISA).

Le comité organisateur invite, cordialement, chercheurs, académiques et praticiens œuvrant dans le domaine de l'administration publique et de la gouvernance publique, à participer à la conférence et à soumettre leurs contributions.





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا للبحوث الإدارية العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

OBJECTIFS:

La Conférence MENAPAR sur le Rôle des citoyens et des organisations dans la co-construction de l'action publique dans la région MENA a pour objectif de faciliter l'échange des connaissances et des expériences entre les pays et les partenaires des Etats arabes sur les montages et les modèles de co-construction de l'action publique et du service public grâce à l'intégration des citoyens et du monde économique . Un accent sera également mis sur les modèles de gouvernance locale permettant à la fois la participation des citoyens et des organisations dans la construction de l'action publique.

La conférence examinera les avantages et les inconvénients de cette co-construction dans les États arabes et comparera avec les expériences dans d'autres pays et régions. L'accent sera mis sur la comparaison des expériences du Sud qui pourraient se décliner ensuite par des collaborations Sud-Sud. Les expériences du «Nord» seront également analysées de manière critique pour assurer leur transférabilité.

3

La conférence facilitera les discussions entre les chercheurs, experts et décideurs de toute la région et au-delà sur les problématiques de l'administration publique et de la gouvernance locale. En particulier, la conférence offrira l'occasion bien utile de débattre du rôle important de l'administration publique et de la gouvernance locale dans la construction de sociétés plus légitimes, participatives et fondées sur les droits, dans la région.

Les objectifs de la conférence sont:

- De définir les priorités de recherche que les administrations publiques arabes souhaitent poursuivre ou développer;
- De déterminer les modes alternatifs et innovants de l'action publique et de leurs ramifications en terme de prestation de services, de mode de gouvernance et d'administration publique;
- De mettre en évidence de manière comparative les expériences d'autres pays, au sein et en dehors de la région; qui ont adopté des méthodes innovantes de co-construction de l'action publique;



Institut de Management Public
et Gouvernance Territoriale
Aix-Marseille Université



International Association of Schools
and Institutes of Administration



Association Internationale des Ecoles
et Instituts d'Administration



International Institute
of Administrative Sciences



معهد باسل فليحان



State of Palestine
General Personnel Council





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

- De discuter des scénarios possibles et de programmation des réformes de l'administration publique et des administrations locales émanant des nouveaux modèles d'action publique;
- De donner une impulsion pour renforcer la coopération internationale et les partenariats entre le MENAPAR et les institutions de recherche, les organisations régionales, les administrations publiques et les institutions de gouvernance locale.

THEMES

Au-delà du thème général de la conférence qui porte sur le rôle des citoyens et des sociétés dans la co-construction de l'action publique, les sous-thèmes suivants seront débattus dans quatre ateliers parallèles:

4

Des sessions plénières, des panels politiques et la présentation de communications seront programmés pour chaque atelier durant les deux jours de conférence.

1. L'Etat comme unique fournisseur vs les modèles participatifs de l'action publique

L'Etat a longtemps été considéré comme le seul capable de mener l'action publique, de définir les politiques publiques et de décider de l'intérêt commun ; le seul à pouvoir délivrer les services publics. Les problèmes sociétaux, les défis, les crises et les remises en cause de ces modes de décision et d'action ont permis une lente évolution vers de nouveaux modes plus ouverts. L'évolution de nos démocraties a également favorisé l'émergence de nouveaux modèles d'action publique. On a vu se développer le concept de gouvernance comme le résultat d'une nouvelle définition du rôle de l'Etat. Si le gouvernement représentatif a été pendant longtemps l'idée maîtresse et le système politique de référence pour diriger nos sociétés, il tend à ne plus l'être depuis l'émergence du concept de gouvernance. Ici nous devons porter une attention particulière sur le rôle de la société civile et sur le développement de modes d'action impliquant les citoyens et les usagers.





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الخبراء الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Pour ce sous-thème, nous revisiterons le rôle de l'Etat et mettrons en exergue l'évolution des systèmes participatifs d'action et la manière par laquelle ils ont été revendiqués et introduits :

- Quelles sont les transformations permettant la refonte du rôle de l'Etat dans l'action publique ?
- Quels sont les nouveaux acteurs sur la scène de l'action publique ?
- Comment l'Etat fonctionne-t-il aujourd'hui dans les pays de la Zone MENA pour faire face à l'engagement des citoyens et la participation généralisée des organisations de la société civile ?
- Quelles sont les différenciations entre les pratiques de coproduction dans la région MENA ?
- Quels sont les nouveaux modes participatifs de l'action publique - les facteurs facilitant et les obstacles rencontrés ?
- Quand l'Etat comme prestataire unique est-il le plus approprié et quelles sont les limites des modes participatifs de l'action publique ?
- Existe-t-il des domaines exclusifs pour les modes participatifs de l'action publique vs l'Etat comme seul fournisseur de service ? Comment les établir ?

5

2. Les cadres juridique, normatif et institutionnel pour la co-construction de l'action publique

Suite à la prise de conscience de la société civile et aux difficultés rencontrées par l'Etat pour conduire l'action publique et délivrer les services publics répondant aux besoins des citoyens et aux enjeux sociétaux en permanente évolution, des voies différentes de délivrer les services publics doivent être considérées.

En conséquence, les démarches de co-construction de l'action publique peuvent donc être appelées à apporter une légitimité retrouvée aux gouvernements et aux pouvoirs publics en incluant les parties prenantes dans le processus décisionnel et la mise en œuvre participative des politiques publiques. La co-construction peut apporter une vraie réponse en terme de développement durable de nos sociétés et





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا للبحوث الإدارية العلمية
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

permettent de trouver de nouvelles façons pour mieux mener l'action publique La co-construction, parce qu'elle implique un renouvellement des modes de définition des finalités de l'action collective, participe donc d'une transformation de l'action publique. Ces transformations nécessitent une modification des cadres juridiques et des institutions permettant la participation de tous les acteurs concernés.

Sous ce thème, nous aborderons les questions de la mise en place d'un cadre juridique permettant la co-construction de l'action publique mais aussi la mise en place d'agencements institutionnels facilitant l'implication des parties prenantes (les citoyens, les usagers, les corporations, les collectivités, les associations...).

Il faut également mentionner ici que le partage des tâches de co-construction entre les autorités publiques et les 'parties prenantes', notamment les citoyens et la société civile demande de revisiter les mécanismes de contrôle et leurs cadres légaux (contrôle financier, audit, performance, marchés publics...), et ceux de responsabilité et reddition des comptes.

6

Les questions suivantes pourront être abordées:

- Quel est le cadre juridique (constitution, lois, règlements, décrets, règles de fonctionnement, charte des droits fondamentaux... principes de bonne gouvernance etc.) nécessaire à une nouvelle configuration de l'action publique ?
- Comment les différentes dispositions légales soutiennent-elles (ou pas) la co-construction de l'action publique ?
- Comment légiférer pour introduire de nouveaux modes d'action publique ? De nouveaux mécanismes d'audit et de contrôle ?
- Quels sont les changements institutionnels nécessaires apportés afin d'impliquer les différentes parties prenantes dans l'action publique et la délivrance du service public ?
- Quels régimes d'accès et d'accessibilité à l'information ?





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

3. Configurations alternatives et innovantes de l'administration publique pour co-construire l'action publique

En plus des réformes permettant de changer le cadre juridique et les agencements institutionnels, les organisations de services publics doivent être restructurées afin de permettre un engagement des citoyens dans les processus de définition, d'élaboration, de mise en œuvre, d'évaluation et de révision des politiques publiques. L'administration publique doit être réformée pour s'ouvrir aux citoyens et les impliquer activement dans le processus de l'action publique.

La réforme des services publics vise à encourager les citoyens/utilisateurs à concevoir et à fournir des services en partenariat égal avec les professionnels du secteur. Un récent rapport de l'OCDE (2014) intitulé « Ensemble pour de meilleurs services publics : partenariat avec les citoyens et la société civile » propose un aperçu des approches novatrices pour la prestation de services basée sur des partenariats que les gouvernements forment avec les citoyens, les utilisateurs et les organisations de la société civile. Le rapport mentionne également que les utilisateurs sont plus susceptibles d'être 'coproducteurs' pour les services personnels tels que la santé et les services sociaux, et les services à la communauté.

Un environnement qui est favorable à cet engagement doit être mis en place comme la mise à disposition des acteurs et des parties prenantes de moyens d'intervention tels que les technologies (ICT, e-Gov, portail d'accès à l'information...). Plusieurs dispositions peuvent également être mises en avant comme : la mise en place de moyens pour une évaluation de la prestation des services publics par les citoyens (dispositifs électroniques, consultations,...) instauration d'une plate-forme 'nationale' pour la participation des citoyens, l'amélioration des services en ligne, la mise en place de modes de partenariat privé-public etc. D'un autre côté, une transparence et un accès à l'information (publicité) et leur régime doivent être renforcés afin de donner sens à la participation des citoyens/usagers.





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الخبراء الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Les professionnels du secteur public et les fonctionnaires doivent également être informés et formés pour interagir de manière significative avec les personnes (citoyens/usagers/société civile) impliqués dans l'usage ou la co-construction du service public. Les professionnels doivent être convaincus que la co-construction est un moyen d'améliorer la performance des pouvoirs publics et trouver des motivations à son utilisation.

Les questions suivantes pourront donc être abordées :

- Quelles sont les restructurations nécessaires du service public afin d'utiliser les processus de co-construction/production et les nouvelles approches de l'action publique ?
- Quels sont les changements nécessaires à apporter aux structures existantes pour renforcer/améliorer la co-construction ? Comment gérer les changements entre les structures existantes et les nouvelles ?
- Quels sont les moyens mis en place (technologiques, informationnels, de communication...) pour renforcer l'utilisation de la coproduction ?
- Comment motiver les professionnels et les fonctionnaires à faire usage de la coproduction pour interagir avec les parties prenantes ?
- En cas de coproduction du service public et de co-construction de l'action publique, quels sont les nouveaux mécanismes mis en place pour le contrôle et la responsabilisation/reddition des comptes ?
- Quels sont les avantages et les risques de l'introduction des processus de co-construction ?
- Quelles sont les opportunités et le niveau de la demande pour la coproduction de services publics dans les pays de la région MENA?

4. La dialectique entre centre vs local dans le déploiement de l'action publique: Des modèles novateurs de gouvernance territoriale

Le discours relatif à la participation dans l'action publique va de pair avec la décentralisation et la localisation. Les possibilités de participation sont plus élevées au niveau de la gouvernance locale et le cycle politique est





Empowered lives.
Resilient nations.



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

ici plus étroitement connecté aux réalités locales. Plusieurs pays de la région MENA ont opté pour la décentralisation stratégique, mais les compromis entre action publique centrale et un format plus décentralisé reste en attente. La gouvernance territoriale tente d'arbitrer le jeu de pouvoir entre le gouvernement central et local. Les modèles de gouvernance territoriale novateurs se profilent comme une panacée pour une plus grande autonomie et une participation accrue au niveau local tout en maintenant une forte emprise de l'Etat central pour assurer une politique cohérente et le développement.

Le niveau local est considéré comme le niveau le plus proche des préoccupations et des besoins des citoyens. Il est dès lors important d'initier des modèles innovants de gouvernance territoriale.

Nous devons nous interroger sur les questions suivantes :

- Quels sont les nouveaux modes et les nouvelles idées pour améliorer la coproduction des services publics au niveau local et au niveau décentralisé?
- Quels sont les outils et les arrangements qui peuvent être mis en place pour renforcer la participation des parties prenantes (citoyens) dans le développement territorial?
- Comment garantir le droit des citoyens d'avoir accès à une information claire et complète concernant les différents enjeux/problèmes concernant leurs collectivités locales et de participer aux décisions importantes qui engage l'avenir de celles-ci ?
- Identifier les nouvelles voies visant à renforcer le sentiment d'appartenance et à promouvoir une 'culture' de la participation partagée par les collectivités et les autorités locales et consolidée par un engagement des citoyens dans les processus locaux.
- Comment trouver un équilibre entre la résilience du gouvernement central et la flexibilité de l'administration locale?
- Comment partager les responsabilités entre l'Etat/les autorités locales et les organisations publiques et communiquer cela aux citoyens?





Empowered lives.
Resilient nations.



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Dialogue chercheurs / praticiens

La conférence sera un lieu idéal pour réunir les chercheurs et les praticiens pour discuter le rôle d'un service public mono forme versus un système de gouvernance visant l'action publique co-construite. Les praticiens feront équipe avec des universitaires / chercheurs pour développer des études de cas qui seront présentées lors de la conférence. Cela signifie que de nombreuses soumissions/propositions seront programmées sur invitation. Cependant, cet appel à contributions reste largement ouvert à des propositions qui se rapportent au thème général de la conférence et à ses sous-thèmes tels que définis ci-dessus.

Une journée de pré-conférence sera dédiée à la présentation du projet MENAPAR sur sa vision du développement de l'agenda de recherche en administration publique dans la région arabe. Académiques, jeunes chercheurs et praticiens seront invités à débattre des programmes de recherche et à proposer des voies de recherche en administration publique pour les pays de la région MENA. Un appel à contribution distincte sera envoyé pour cette journée.

10

Ateliers Pré-Conférence

Parallèlement à la journée de pré-conférence du consortium de recherche, une série d'ateliers pré-conférence sera organisée pour présenter les meilleures pratiques de l'administration au Bahreïn, en Tunisie et dans d'autres pays. Aussi, Les ateliers auront comme objectif de partager les premiers résultats sur le renforcement des capacités dans le secteur administratif qui pourraient offrir des opportunités de partenariat entre les parties participantes. Le site du projet CDF qui a été financé suite à une collaboration entre BIPA et le PNUD au Bahreïn. L'objectif est d'obtenir la collaboration entre les administrations publiques dans la région et d'engager le processus de coopération Sud-Sud sur une base pragmatique.





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Dates importantes

- 15 Aout 2015: Date de soumission des résumés de proposition
- 30 Aout 2015: Date de notification d'acceptation aux auteurs
- 30 Aout 2015: Date des préinscriptions
- 20 septembre 2015: Date de soumission des communications et des présentations finales
- 6 octobre 2015: Consortium de recherche, Ateliers de pré-conférence & Réunion du Comité MENAPAR
- 7 octobre 2015: Première journée de la Conférence
- 8 octobre 2015: Deuxième journée de la Conférence, l'assemblée général du réseau et l'élection du nouveau conseil d'administration, et le Dîner GALA
- 9 octobre 2015: Programme social

11

Critères de soumission

- Les propositions doivent traiter d'au moins l'un des aspects du thème de la conférence ou d'un des sous-thèmes.
- Les soumissions sont acceptées en arabe, français et anglais.
- Les articles doivent contenir entre 4000-6000 mots. Les résumés d'au moins 500 mots doivent être envoyés au Conseil scientifique de MENAPAR (<http://menapar.net/menapar/conference/conference-2015>) pour le 15 Aout 2015 au plus tard.
- Les auteurs seront informés de l'acceptation de leur proposition le 30 Aout .
- Seuls les participants inscrits seront inclus dans le programme





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الخبراء الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

Présidents de la Conférence

- Représentant du Gouvernement Tunisien
- Dr. Raed BenShams (Président du MENAPAR et Directeur général du BIPA),
- Prof. Robert Fouchet (Professeur des Universités, Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, IMPGT – Aix Marseille Université et Directeur des Publications de l'Institut International des Sciences Administratives IISA),
- Représentant du PNUD,
- Le secrétaire général de AGI .

12

Comité scientifique

- Présidents du Programme de la Conférence: **Fabienne Maron** (Conseiller Scientifique, IISA) & **Sofiane Sahraoui** (MENAPAR & BIPA Directeur Adjoint)
- Khaoula Laabidi (Directrice General, présidence du Gouvernement Tunisien)
- Ibrahim Tamimi (Directeur du centre d'excellence au Bahreïn)
- Oumama Naifere (PNUD, Tunisie)
- Ali Salman (PNUD, Bahrein)
- Carlos Condé (Directeur du programme de gouvernance dans la région MENA, OECD)
- Noora Al-Ghatam (Université du Bahreïn)
- Prof. Geert Bouckaert (Professeur, KULeuven Public Governance Institute and Président de l'IISA)





Empowered lives.
Resilient nations.



معهد الإدارة العامة
Institute of Public Administration



شبكة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا لبحوث الإدارة العامة
MIDDLE EAST & NORTH AFRICA PUBLIC ADMINISTRATION RESEARCH NETWORK



ARAB GOVERNANCE INSTITUTE
Rethinking public service



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

- Jennifer Colville (PNUD, Bureau des Etats Arabes, Jordanie)
- Khalil Amiri (AGI, Tunisie)
- Fabrice Larat (ENA, France)
- Islem Omrani (Université de Tunis El Manar, Tunisie)
- Majdi Hassan (l'Institut Arabe des chefs d'entreprises, Tunisie)

Droits d'inscription

Catégorie	€	\$
Délégués ordinaires	€ 250	\$ 275
Préinscriptions (31 Aout)	€ 200	\$ 220
Membres MENAPAR & membres des organisations associées	€ 100	\$ 110
Personnes accompagnantes	€ 100	\$ 110
Doctorants:	€ 50	\$ 55
Membres du Comité MENAPAR & Délégués locaux	Gratuit	

Le cout du diner gala est de € 50 (\$55) pour les délégués locaux.

Pour toutes autres informations liées aux contributions de recherche, veuillez contacter Mme Shagufta Ahmed (shagufta@bipa.gov.bh) ou Mme Lobna Toujani (lobna.toujeni@arabgovernance.org)

Pour toutes autres informations liées à l'organisation de la conférence, veuillez contacter Mme Batoul Murad (b.murad@bipa.gov.bh) ou Mme Donia Turki (turki.donia@arabgovernance.org)

